



## **CONVENTION DE FINANCEMENT DES ETUDES APD/PROJET ET DES TRAVAUX d'aménagement du point d'information voyageurs transport public routier sur le PEM de Carpentras**

**ENTRE LES SOUSSIGNES,**

**LE CONSEIL GENERAL DE VAUCLUSE** représenté par le Président du Conseil général, Monsieur Claude HAUT, en vertu de la délibération n°2014-....., en date du .....  
Et désigné ci-après par "**Le Conseil général**"

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISIN** représentée son Président, Monsieur Francis ADOLPHE, autorisé à signer la présente convention par la délibération n° ..... du Conseil Communautaire, en date du 13 octobre 2014  
désignée ci-après par "**la CoVe**"

**Le Conseil général, la CoVe**, ci-après désignés collectivement par "les partenaires" ou "les co-financeurs" et individuellement par "le partenaire".

Vu :

- la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées;
- le protocole d'accord relatif au volet Pôles d'échanges de l'axe ferroviaire AVIGNON TGV-AVIGNON Centre-CARPENTRAS signé le 7 juin 2012 ;
- les conventions relatives au financement des études de projet et aux travaux du pôle d'échanges en gare de Carpentras Périmètre intermodal et périmètre gare ferroviaire du 7 décembre 2012 ;

## **RAPPEL DES ENJEUX**

Le Département et la CoVe, autorités organisatrices de transport en charge respectivement des réseaux transVaucluse et trans'Cove conviennent de l'intérêt de proposer sur le site du pôle d'échanges multimodal un point d'information et de vente pour les voyageurs des transports collectifs routiers.

Les pôles d'échanges entre les différents modes jouent un rôle capital en termes d'articulation et de correspondance entre les différents modes de transport collectif urbains et interurbains, les modes doux et la voiture particulière.

Dans une logique de cohérence architecturale, il a été convenu avec l'ensemble des partenaires du projet de placer ce point d'information dans le bâtiment gare.

## **PRÉAMBULE**

Le projet financé par la présente convention fait suite aux différentes études d'avant-projet réalisées et concrétise la volonté commune des partenaires d'apporter aux usagers et habitants du secteur de la gare de Carpentras, une amélioration de leurs conditions de déplacement et notamment de qualité d'accueil, de sécurité et de confort.

Il est en cohérence avec la stratégie des partenaires en matière de transport public au regard notamment du transfert modal, de la fréquentation et de l'environnement.

## **EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des partenaires en ce qui concerne les conditions de financement et de réalisation des études de projet et des travaux d'aménagement du point d'information voyageurs.

La présente convention précise en particulier le programme des opérations, les coûts et les modalités financières, administratives, juridiques et techniques de réalisation, ainsi que les modalités de suivi.

## **ARTICLE 2 - PERIMETRE DES OPERATIONS**

La présente convention porte sur un espace de 166 m<sup>2</sup> compris dans le bâtiment gare sous maîtrise d'ouvrage par Gares et Connexions ainsi que sur les équipements d'information voyageurs qui pourraient être disposés sur la plateforme de la gare routière ou de la galerie des voyageurs et concerner le réseau départemental de transport transVaucluse.

Le projet, objet des présentes, porte sur :

- 1- L'aménagement du point d'information voyageur transport public routier.
- 2- L'information dynamique du transport public routier sur la gare routière.

## **ARTICLE 3 - ORGANISATION DU PILOTAGE ET DU SUIVI**

La CoVe est maître d'ouvrage de l'opération compte tenu de sa proximité et du poids de son réseau dans la desserte de CARPENTRAS. Les frais de maîtrise d'ouvrage sont supportés par la CoVe. Toutefois, les partenaires constatent que la réalisation du projet exigera d'eux une étroite coordination. La CoVe s'engage à mettre à disposition du Conseil général tout document technique et administratif en lien avec l'opération.

A cette fin, un comité de pilotage et un comité technique seront créés dès notification de la présente convention et se réuniront dans les conditions énoncées ci-après.

### **3.1 - Le comité de pilotage**

Le Comité de Pilotage est composé des personnes suivantes :

- Pour la CoVe : le Vice-Président Transport ou son représentant, le Directeur Général des Services Techniques, le Directeur Transport.
- Pour le Conseil général : le Vice-Président Transport ou son représentant, le Directeur Général Adjoint Routes, Transports, Bâtiments, la Directrice des Transports et de la Sécurité.

Le Comité de Pilotage statue le cas échéant sur les décisions impactant la présente convention.

Il est animé par la CoVe et se réunit de sa propre initiative ou à l'initiative du Comité Technique.

Il se réunit en tant que de besoin à la survenance de tout événement remettant en cause l'équilibre général de la présente convention, en particulier des demandes de modifications concernant le programme, l'enveloppe budgétaire affectée au projet ou le délai global de réalisation.

Le comité de pilotage convient collégalement de la réponse à apporter soit par :

- modification du niveau des prestations du projet,
- mobilisation des provisions pour aléas et incertitudes,
- évolution du programme.

Ce comité de pilotage pourra être élargi à des tiers non signataires de cette convention, sous réserve de l'accord des partenaires à la présente convention, associés et consultés en raison de leur expertise ou de l'utilité de leur avis, étant précisé que ces tiers n'ont aucun pouvoir décisionnel dans le cadre de la présente convention.

Les Comités de pilotage seront fixés avec un délai de préavis de 15 jours et seront précédés d'un Comité technique préparatoire.

### **3.2 Le Comité Technique**

- Le Comité Technique est constitué du Directeur Général des Services Techniques et du responsable du service Transports (pour la CoVe), du Directeur Général Adjoint Routes, Transports, Bâtiments et de la Directrice des Transports et de la Sécurité (pour le Conseil général) parties à la présente convention.

Le Comité Technique assiste le Comité de Pilotage et à ce titre :

- propose les ordres du jour et rédige le compte-rendu des réunions du Comité de Pilotage. Le secrétariat du Comité de Pilotage et du Comité Technique sera assuré par la CoVe,
- s'assure de la bonne coordination des études et travaux,
- suit l'avancement des études et de la réalisation du projet,
- assure le suivi économique du projet.

Ce comité technique pourra être élargi à des tiers, sous réserve de l'accord de l'ensemble des partenaires à la présente convention, associés et consultés en raison de leur expertise ou de l'utilité de leur avis, étant précisé que ces tiers n'ont aucun pouvoir décisionnel dans le cadre de la présente convention.

### **ARTICLE 4 - DUREE DE L'OPERATION**

En tenant compte des différentes procédures, notification des conventions, dépôt de permis et autorisations, les travaux doivent être achevés pour une mise en service du point d'information à compter du 15 décembre 2014.

### **ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES TRAVAUX**

**(cf. plan masse d'aménagement général du bâtiment voyageur joint en annexe)**

La présente convention porte sur les travaux d'aménagement du point d'information voyageurs transport public routier de la gare de CARPENTRAS.

#### **Descriptif général :**

La prise en compte des réglementations :

- Accessibilité PMR
- Sécurité Incendie
- Energétique

- pour les extérieurs (gare routière) :

- Signalétique
- Panneaux d'information voyageurs

- pour l'intérieur du point d'information voyageurs :

- L'aménagement complet de l'espace (166 m<sup>2</sup>) ainsi que l'espace de vente comprenant 3 guichets.
- Avec tous les équipements techniques : chauffage, climatisation, ventilation, courants forts, courants faibles, sanitaires, plomberie.
- La signalétique voyageur.

## **ARTICLE 6 - MODALITES DE SUIVI BUDGETAIRE ET OPERATIONNEL EN PHASES ETUDES ET TRAVAUX**

La CoVe affinera les éléments techniques et économiques du projet qui feront l'objet d'une validation de l'ensemble des partenaires sur le programme, les coûts et les délais.

Les écarts (économie ou dépassement par rapport au montant estimé du coût des études et travaux) seront gérés comme indiqué ci-dessous.

En cas de dépassement des coûts prévisionnels, le maître d'ouvrage informera son partenaire, fournira tout élément justificatif et proposera, le cas échéant, des alternatives. Cette démarche sera également conduite dans le cas où le maître d'ouvrage devrait déclarer des appels d'offres infructueux.

Il en ira de même pour tout dépassement qui résulterait de difficultés survenues en cours de réalisation des travaux ou de réclamations présentées par les entreprises titulaires des marchés.

Les Partenaires financeurs conviendront alors, ensemble et à bref délai, de la réponse à apporter, soit par :

- Modification du niveau des prestations.
- Mobilisation d'autres financements ou révision des financements consentis par les différents partenaires.
- Evolution du programme et/ou du calendrier de réalisation.

En cas d'économie, c'est-à-dire si le montant des dépenses en euros courants reste inférieur aux différents besoins de financement définis à l'article 7, la part de chaque co-financeur est réajustée au prorata de sa participation.

Il est stipulé d'autre part qu'en cas de force majeure, les partenaires s'engagent à être solidaires et à rechercher des solutions garantissant l'économie et la poursuite de l'opération.

Les travaux intégreront des objectifs de qualité environnementale. L'objectif est, en particulier de réduire les consommations énergétiques, les émissions de gaz à effet de serre et les coûts d'exploitation du local.

## **ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **7.1 Coût total du projet**

Le montant total du projet, objet des présentes, (études et travaux) est de 399 600 € TTC, **soit 333 000 € HT** aux conditions économiques de réalisation ; montant décomposé de la manière suivante :

- Maitrise d'œuvre : 28 300 €HT
- Contrôle technique : 2 500 €HT
- Coordonnateur SPS : 1 700 €HT
- Gros œuvre : 9 200 €HT
- Carrelage : 23 300 €HT
- Cloisons, doublage, plafonds : 19 100 €HT
- Menuiseries intérieures : 76 600 €HT
- Peinture : 5 000 €HT
- Électricité : 34 100 €HT

- Plomberie, sanitaires : 44 100 € HT
- Provision, aléas : (6% des travaux) 14 100 €HT
- Mobilier de bureau et baie de brassage informatique : 25 000 €HT
- Équipement de l'information dynamique et sonorisation de la gare routière : 50 000 €HT

Ce montant inclus les provisions pour aléas et incertitudes (PAI), frais de MCE.

## 7.2 Financement de l'opération

Les co-financeurs s'engagent à financer les dépenses réelles des études et de la réalisation du programme de l'opération, objet de la présente convention, selon les clés de répartition et dans la limite des montants indiqués en Euros courants aux articles suivants.

	Répartition	Montants HT (€)
<b>Conseil Général de Vaucluse</b>	<b>50 %</b>	<b>166 500</b>
<b>CoVe</b>	<b>50 %</b>	<b>166 500</b>
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>333 000</b>

*\*aux conditions économiques de réalisation (juin 2014)*

## 7.3 Caractère des subventions

La participation du Conseil général s'analyse comme une subvention d'équipement et n'est donc pas soumise à la TVA

## ARTICLE 8 - MODALITES DE VERSEMENT

### 8.1 Versement de la subvention du Conseil général

#### Versement des acomptes

La CoVe procédera aux appels de fonds selon l'échéancier suivant :

- A la notification de la présente : 50% du montant de la participation du Département visé à l'article 8.2.
- 45 % à la réception des travaux.
- Le solde de 5 % sur la base du Décompte Général Définitif.

Après l'achèvement de l'intégralité des travaux visés à la présente convention, la CoVe procédera à l'élaboration d'un décompte général et définitif des dépenses réellement constatées.

Sur la base de celui-ci, la CoVe procédera, selon le cas, soit au remboursement du trop-perçu soit à la présentation d'un appel de fonds pour règlement du solde conformément à l'article 6.

## **Facturation et recouvrement**

Les sommes dues à la CoVe au titre de la présente convention sont payées dans un délai de 40 jours à compter de la date de réception de la facture par virement bancaire sur le compte suivant :

<i>Bénéficiaire</i>	Etablissement Agence	Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé
CoVe	Trésorerie de Carpentras	30001	00169	D8450000000 - 90	

A défaut d'un paiement à la date convenue, le montant dû est passible d'intérêts moratoires calculés sur la période du retard constaté au taux d'intérêt légal.

Toute modification de domiciliation devra faire l'objet dans les meilleurs délais d'un courrier d'information en recommandé avec accusé de réception au Conseil général.

### **8.2 Domiciliation de la facturation**

Pour la gestion des flux financiers est la suivante :

<b>Signataires</b>	<b>Adresses</b>	<b>Nom du service administratif</b>	<b>N° de téléphone Adresse électronique</b>
<b>Conseil général de Vaucluse</b>	Rue Viala 84909 AVIGNON Cedex 9	Direction des Transports et de la Sécurité	04.90.16.11.48 coralie.benoit@cg84.fr

### **8.3 Contrôle des dépenses**

Le Conseil Général se réserve le droit d'effectuer tout contrôle sur les factures permettant de vérifier la réalité des dépenses.

## **ARTICLE 9 – GESTION DU LOCAL**

La gestion de l'utilisation du local avec les frais correspondants fera l'objet d'une convention ultérieure associant les délégataires de transports de la CoVe et du Conseil Général.

## **ARTICLE 10 - MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la consistance du programme ou tout dépassement du coût de plus de 5% doit donner lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention.

En cas de non-respect par l'un des partenaires de ses engagements au titre de cette convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par tout autre partenaire, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Dans tous les cas, le Conseil général s'engage à rembourser à la CoVe, sur la base d'un relevé de dépenses finales, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que

les dépenses d'études et de travaux nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif conformément aux dispositions prévues aux articles 6 et 7.

Sur cette base, la CoVe procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès du Conseil général, au prorata de sa participation.

## **ARTICLE 11 - INFORMATIONS EXTÉRIEURES ET COMMUNICATION**

### **11.1 Communication, propriété et diffusion des études**

Les études réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage.

Les résultats des études seront communiqués au Conseil général. Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable des partenaires.

### **11.2 Informations extérieures**

Le Maître d'Ouvrage s'engage à faire mention du Conseil général dans toute publication ou communication des études.

A chaque publication du coût de l'opération objet de la présente convention, il est fait mention du financement du Conseil général et de la CoVe.

Les partenaires s'engagent :

- A faire apparaître le logo du Conseil Général et de la CoVe sur tout document d'information ou tout support relatif à l'opération.
- A valider conjointement les grands principes de communication applicables à chaque support d'information sur la base d'un accord à l'unanimité.

Les opérations de communication importantes et à destination du grand public, relatives à cette opération, seront conduites en accord.

## **ARTICLE 12 - LITIGES**

A défaut d'accord amiable, tous les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal administratif territorialement compétent.

## **ARTICLE 13 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à la date de la notification de ladite convention.

La présente convention viendra à échéance dès lors que :

- les études et travaux, objet des présentes, seront réalisés,
- les partenaires auront rempli leurs obligations financières,
- les litiges éventuellement nés de son application auront été réglés.
- la signature d'une nouvelle convention viendrait se substituer à la présente.



## ARTICLE 14 - MESURES D'ORDRE

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celui qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

La présente convention est établie en deux (2) exemplaires originaux, un pour chacun des partenaires.

Fait le

Le Président de la CoVe	Le Président du Conseil Général de Vaucluse
<b><i>Francis ADOLPHE</i></b>	<b><i>Claude HAUT</i></b>